



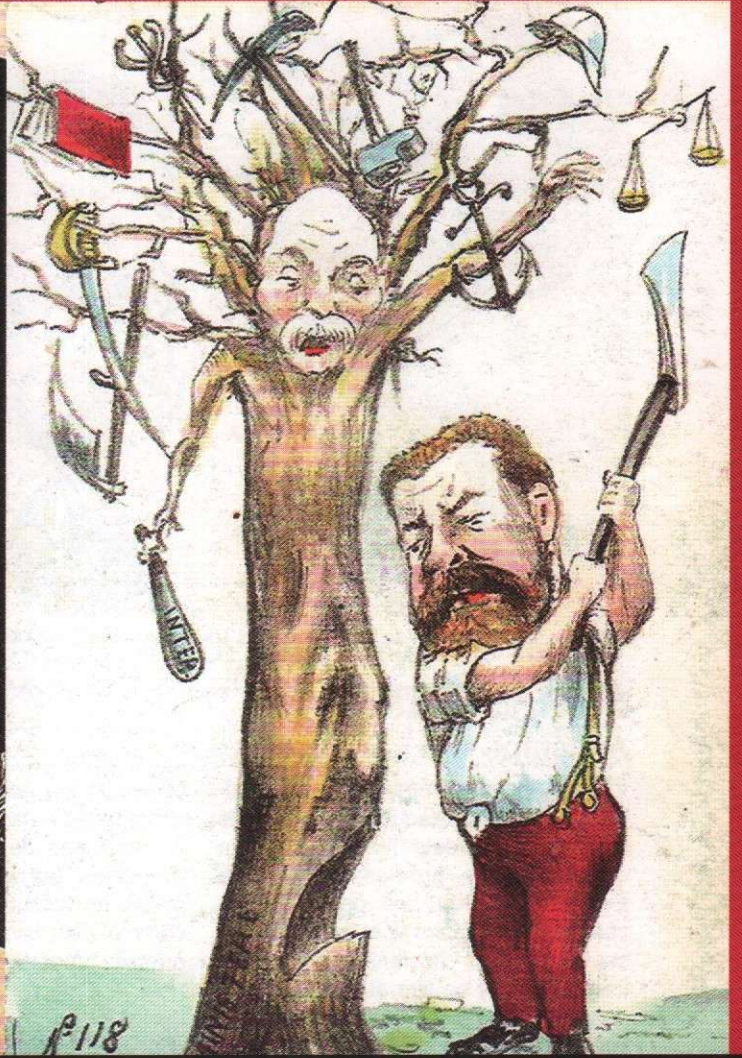
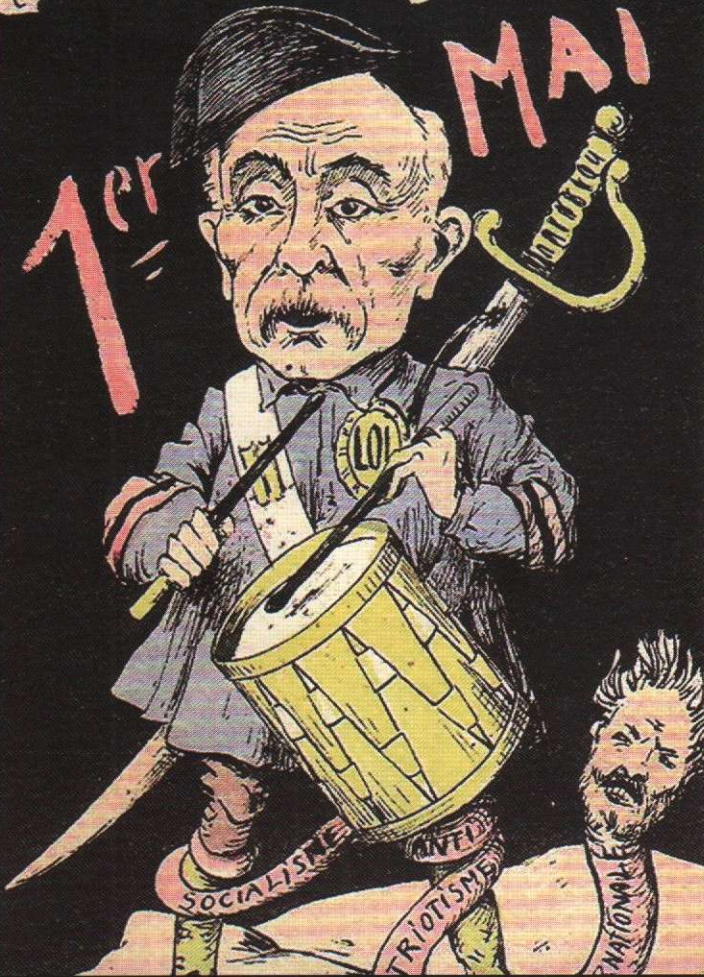
# GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 8 €

Trimestriel n° 148 - 25<sup>e</sup> année - octobre/novembre/décembre 2006

Maître Clemenceau champion de l'ORDRE



## Jaurès-Clemenceau : joutes oratoires



**Témoignage**  
d'un militant  
chez Renault en 1947



**Hongrie**  
Conseils ouvriers  
en 1956



**Amiens 1906**  
La référence  
du syndicalisme

# Il y a 50 ans : les conseils ouvriers hongrois

(octobre 1956 - janvier 1957)



Le 23 octobre 1956 débute l'insurrection de Budapest contre la dictature stalinienne. Loin des images spectaculaires de la presse occidentale, les recherches ont montré que la véritable histoire politique de cet épisode réside dans l'action des différents comités révolutionnaires. Dans les centres industriels, les conseils ouvriers, défendant les intérêts généraux du pays, sont devenus des organismes de pouvoir que l'équipe de Kádár protégée par Moscou a mis plus de deux mois à détruire.

La critique de la politique économique du gouvernement autant que la dénonciation de la dictature policière sont à l'origine de la fermentation qui avait commencé en Hongrie après la mort de Staline en mars 1953 et qui allait culminer dans l'explosion du 23 octobre 1956<sup>1</sup>. Les conseils ouvriers – organismes de gestion et de pouvoir fondés sur la propriété collective des usines – occupèrent alors une place spécifique parmi les différents comités qui venaient combler le vide laissé par la disparition des appareils policiers et administratifs édifiés par l'équipe Rákosi depuis les années 1948-49.

De fait, le peuple hongrois veut prendre en main l'administration de ses affaires et édifier son propre gouvernement. Une minorité avec les armes à la main, la majorité en instituant des formes nouvelles de pouvoir : conseils, comités, organismes divers construits « d'en bas ». C'est en réalité la mise en cause de l'État stalinien qui s'était construit « d'en haut » après la guerre par la dépossession des comités nationaux et des comités d'usines nés après la victoire de l'Armée rouge soviétique sur le nazisme et l'effondrement consécutif de l'ancien régime en Hongrie.

Eu égard à l'insurrection qui commence le 23 octobre 1956, s'il n'a jamais pu être

établi exactement combien de personnes ont participé à la lutte armée, les statistiques ont clairement montré que « 1956 fut l'insurrection des ouvriers et des jeunes ». Selon les données officielles, « le nombre des victimes hongroises des affrontements armés est de 2 700. Parmi elles, il y avait 1 330 travailleurs manuels, 44 étudiants et 196 élèves de l'enseignement secondaire et des apprentis<sup>2</sup> ».

Ce qu'on sait des combattants est passablement contradictoire : leur importance politique est primordiale, mais ils constituent la partie politiquement la moins motivée de la révolution. Ils viennent pour la plupart des périphéries



Combattants dans les rues de Budapest, automne 1956.



Novembre 1956. Élection d'un conseil ouvrier.

de la grande ville et cumulent toutes sortes d'infortunes : matérielle, familiale, culturelle... « Ceux qui étaient armés n'avaient pour ainsi dire rien à perdre », observe L. Gyurkó. Leur comportement était marqué par l'exaspération, « l'héroïsme souvent insensé dans un combat inégal », la brutalité dans les règlements de compte. Alors que dans les combats ils faisaient preuve d'une solidarité exemplaire, pendant les accalmies les rivalités et les altercations étaient fréquentes<sup>3</sup>. Étant donné la forte proportion de garçons et de filles souvent très jeunes, l'aventure, l'excitation procurée par les armes et le hasard des circonstances occupent une large part dans les motivations, auxquelles vient se greffer ultérieurement une idéologie, antirusse le plus souvent.

Les chefs, qui commandent des équipes changeantes et hétéroclites, émergent dans l'action ; ils s'imposent à la fois par leur âge, leur adresse et leur « autorité naturelle ». À côté des meneurs d'hommes lucides et désintéressés, tels István Angyal et László Nickelsburg, on rencontre les frères Pongrátz qui ont des comptes personnels à régler avec le régime, ou József Dudás, dont les témoignages contradic-

toires ont gardé l'image d'un condottiere ou d'un homme mu par une sorte de mégalomanie<sup>4</sup>. Après l'échec, c'est parmi ceux qui ont pris les armes que la proportion des émigrés, des condamnés à mort et aux peines de prison les plus lourdes est la plus élevée.

## LA PÉRIODE INSURRECTIONNELLE

Par rapport aux groupes de combattants qui se font et se défont au cours des accrochages, les organismes nouveaux et précisément les conseils ouvriers émanent des collectivités stables, où chacun se connaît tant du point de vue humain que professionnel et politique. À l'heure où la démocratie directe s'organise, cette connaissance mutuelle est d'une grande importance puisqu'elle seule permet d'opérer un tri tant soit peu équitable dans l'infinie diversité des attitudes que les années de la dictature stalinienne ont façonnées. Des communistes notamment, qui vont former une partie notable des conseils, il y en avait en effet de toutes sortes, mais une typologie n'a pas sa place ici.

Les premiers conseils ouvriers naissent le 24 octobre, et les jours suivants la direction de la plupart des entreprises

industrielles du pays est entre les mains des ouvriers. Le cas de l'usine d'armement DIMAVAG de Miskolc-Diósgyőr, un des grands centres de l'industrie socialiste, éclaire tout à fait le lien existant entre la crise du pouvoir et l'apparition de la relève.

Il se trouve que le secrétariat du parti communiste du département de Borsod (dont le chef-lieu est Miskolc) s'apprête à envoyer une lettre critique au Comité central à Budapest, quand survient l'agitation à la Cité universitaire et que, sous la pression des étudiants, le ●●●

1. Période marquée par la réunion de Moscou les 13-16 juin 1953 et celle de Budapest les 17-28 juin suivant, inaugurant un certain renouveau démocratique. Celui-ci est animé par des intellectuels communistes antistaliniens et par les débats du Cercle Bessenyei né en 1954 et devenu Cercle Petöfi en 1955. Nous avons décrit ces événements dans le n° 90 de *Gavroche*, novembre-décembre 1996, p. 1-6.

2. György Litván. *Az 1956-os magyar forradalom (La révolution hongroise de 1956)*, Bp., 1991, p. 89. On ne sait pas de quelle source résulte l'estimation donnée par Andy Anderson selon laquelle 20 à 50 000 Hongrois et 3 500 à 5 000 soldats soviétiques auraient trouvé la mort pendant la révolution hongroise de 1956. *Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 1986, p. 131.

3. János M. Rainer. *Az eszmék útja... (Le cheminement des idées...)*, in Béla Király et Lee W. Congdon. *A magyar forradalom eszméi... (Les idéaux de la révolution hongroise...)*, Bp., 2001, p. 21-45.

4. Voir les encadrés.

●●● premier secrétaire départemental, Rudolf Földvári, accepte de rendre publique la lettre en question dans le journal régional<sup>5</sup>. Le même jour, le 22 octobre, les ouvriers communistes de l'usine lancent une campagne de signatures « pour que soit convoquée une journée porte-ouverte du parti afin de discuter et de résoudre les questions sociales de plus en plus brûlantes ». Leur action a un tel succès que les feuilles sont remplies en quelques instants et qu'il faut en faire circuler d'autres, au fur et à mesure que les noms sont apposés<sup>6</sup>.

Le lendemain, les organisateurs résumant les vœux des travailleurs en 17 points, qui doivent être débattus lors de la journée du parti, prévue pour le 25. Les questions soulevées concernent les conditions de travail, les salaires et en général la production et la situation sociale. Le texte est présenté devant les représentants des différentes instances du parti (usine, ville, département) et, sur la proposition d'un ouvrier, on y ajoute quatre autres points empruntés aux étudiants : retrait des troupes soviétiques, rupture avec le traité de Varsovie, neutralité, mise en place d'un nouveau gouvernement. Ensuite, ceux qui ont pris l'initiative de la collecte des signatures se transforment en « comité d'organisation ouvrière ».

Le 24, quand devant les événements de Budapest le parti prend peur et veut arrêter le mouvement, c'est ce comité qui pousse, en accord avec le « parlement des étudiants », à porter les revendications formulées au gouvernement. Déjà, une foule menaçante se rassemble devant l'usine, puis à l'intérieur. Les esprits sont surchauffés, et Földvári, qui monte sur un

chariot pour dire quelques mots, n'échappe au lynchage que grâce aux paroles énergiques de Gyula Turbók. Cet ingénieur, fils d'un ouvrier cheminot très pauvre, communiste depuis 1948, était à l'origine de la pétition, qu'on décide finalement de porter directement à Budapest. Földvári accepte de conduire la délégation<sup>7</sup>. Le lendemain, alors que cette équipe (répartie en trois voitures) se met en route, le comité d'organisation se proclame conseil ouvrier et prend en main la direction de l'usine. Le même jour se constitue un conseil ouvrier départemental, le premier dans le pays, sous la direction d'un fonctionnaire, Ernő Rozgonyi. Quant aux délégués, cinq d'entre eux seront reçus par Imre Nagy, premier ministre de la Hongrie depuis l'aube du 24 octobre.

Ce jour-là également naissent les premiers conseils à Budapest. Visiblement, pour maîtriser le mouvement et préserver la bureaucratie politique et syndicale, la direction du MDP (nom du Parti communiste hongrois, qui sera dissout officiellement le 1<sup>er</sup> novembre) rend publique le 26 octobre une résolution qui approuve la formation et définit les fonctions des conseils ouvriers. On comprend donc que la mise en place de ceux-ci ait été parfois mouvementée.

## TENTATIVES DE RÉCUPÉRATION

Dans la fabrique de wagons et locomotives « Ganz » de Budapest (la plus grande usine du VIII<sup>e</sup> arrondissement, avec environ 7 600 personnes, dont près de 6 000 travailleurs manuels), un « conseil ouvrier provisoire » est formé le 25 octobre par la section MDP et la police de l'usine qui, par les armes, interdisent l'accès du bâti-

ment aux ouvriers qui s'y présentent. Le 27, il y en a 2 ou 3 000 rassemblés devant les portes et, dans une ambiance de plus en plus chaude, ils exigent que les chefs du soi-disant conseil se montrent aux fenêtres. Quand ces derniers apparaissent au 1<sup>er</sup> étage, tout le monde peut voir que ce sont les membres du parti, du syndicat et de la police de l'usine. Des cris d'indignation s'élèvent et on exige l'élection d'un autre conseil.

Les gens regardent autour d'eux, proposent des noms, qu'ils annoncent à voix haute, et la foule répond oui ou non. « Puisque j'y travaillais depuis plus de dix ans, raconte un témoin, futur secrétaire du conseil, la plupart des travailleurs me connaissaient et je fis partie de ceux dont le nom fut annoncé » et accepté. C'était une équipe toute nouvelle. « Ceux qui se trouvaient à l'intérieur furent obligés de l'accepter, car la masse était si redoutable et si agitée que cela ne pouvait plus être réglé avec des mitraillettes. Nous entrâmes aussitôt dans l'usine et leur demandâmes de bien vouloir déposer les armes et de rentrer gentiment chez eux. Ce qu'ils firent, et il n'y eut plus de problème<sup>8</sup>. »

Ferenc Tőke, ancien militant social-démocrate puis communiste, fait état d'une situation assez semblable dans son usine d'appareillage téléphonique, qui emploie à cette époque environ 3 000 ouvriers. Le 25 octobre, 800 d'entre eux peut-être sont réunis au foyer culturel, où l'estrade est déjà occupée par les cadres politiques et syndicaux de l'entreprise prêts à se constituer en conseil provisoire. Or le public impose ses choix et les candidats officiels doivent se retirer. « Devant la tournure des événements, les cadres

dirigeants démissionnèrent de leur propre gré, dit le témoin. Aucun d'eux d'ailleurs ne fut chassé de l'usine. Le directeur, arguant de sa qualification d'ajusteur-outilleur et du fait qu'il avait été employé en cette qualité dans l'entreprise, demanda à être reclassé dans sa spécialité. Les ouvriers consentirent. » Pour élire les leurs, les départements et les bureaux de l'usine délèguèrent chacun 2-3 membres, retenus d'après leur participation aux diverses actions révolutionnaires. Sur les 25 membres du conseil, 19 étaient des manuels et la moitié de l'ensemble avait entre 23 et 28 ans. Par ailleurs, « 90 % des membres du conseil appartenaient [...] au parti, et plusieurs d'entre eux étaient des militants actifs<sup>9</sup>. »

Le cas de la grande cité industrielle de Csepel fournit l'exemple d'une récupération plus musclée du pouvoir ouvrier. Le témoin est Elek Nagy, futur président du conseil ouvrier central de Csepel, qui s'est rendu avec 4 à 500 de ses camarades au quartier de Radio-Budapest, lors de la soirée insurrectionnelle du 23 octobre et qui, après un bref passage le 24, ne revient dans son usine que le 26. Dans l'entrée du hall de montage, il rencontre d'abord une centaine d'ouvriers qui entourent le chef de la division du personnel et 3 ou 4 permanents politiques très en vue, gratifiés à présent de crachats et de coups de pied. Elek Nagy réprimande les justiciers : « Si vous voulez vous battre, allez dans la rue...! », puis, s'adressant aux victimes : « Pourquoi diable venez-vous donc ici ! Prenez vos affaires et rentrez chez vous. »

Élu en son absence président du conseil ouvrier de sa fabrique des machines-outils, Elek Nagy formule aussitôt trois

vœux : pas d'armes dans l'usine, pas de violence physique, prise de contact immédiat avec les autres usines de Csepel. Cette île du Danube au sud de Budapest est une véritable forteresse ouvrière, avec 18 unités de production (aciérie, constructions mécaniques, etc.) et quelque 40 000 travailleurs. Les conseils des différentes usines ayant déjà été élus, chacun d'entre eux désigne trois membres pour une réunion commune, prévue pour 14 heures au foyer culturel de l'aciérie. Là, les ouvriers vont écarter *manu militari* les orateurs du syndicat officiel qui veulent s'imposer à la tête des conseils, avant d'accepter l'ancien directeur de la fabrique des tubulures.

Très vigilants, les travailleurs ont réagi ainsi aux tentatives de la centrale syndicale (SZOT) de prendre les devants et de conserver ses fonctionnaires à la direction des conseils ouvriers. Même après avoir évincé ces hommes, « il fut difficile de trouver un dénominateur commun de toutes les opinions », en sorte que malgré plusieurs réunions communes, les 18 conseils de Csepel ne forment jusqu'au 31 octobre qu'un ensemble juxtaposé, sans unité réelle.

## SCÈNES DE CAUCHEMAR

Quand les conseils et les comités issus des journées révolutionnaires ne parviennent pas à s'interposer, le mouvement populaire tourne au cauchemar. Les souffrances réellement endurées dans le passé, les salves meurtrières des défenseurs d'un régime aux abois et les rumeurs créent un mélange explosif qui éclate dans des scènes d'hystérie collective. On donne parfois libre cours à des nostalgies réactionnaires et à de sombres pulsions.

Pour reprendre, à titre d'exemple le récit des événements de Miskolc, après le départ de la délégation, deux camions se mettent en route avec des étudiants armés pour « aider » les insurgés de Budapest. Ils sont arrêtés sur ordre de László Kucsera, commandant départemental de l'AVH (police politique), et maintenus en détention malgré la demande du président adjoint du conseil ouvrier, Mikós Papp, qui recommande la prudence : les esprits sont chauffés à blanc, il ne faut pas jeter de l'huile sur le feu, lui explique-t-il au téléphone. Kucsera promet la mise en liberté, mais il ment et quelques jeunes restent détenus. Et c'est pour les libérer qu'une foule, en majorité des ouvriers, se rassemble le matin du 26 octobre, devant la préfecture de police.

À l'intérieur, les policiers se sentant assiégés s'affolent, tirent dans la foule et y jettent des grenades (il faut dire que cette redoutable police ignorait complètement l'usage de la panoplie habi- ●●●

5. « Cela a provoqué une grande stupefaction, dira Földvári, car, depuis 1945, personne n'a lu une chose pareille dans l'Europe centrale (Hongrie Septentrionale) ». Témoignage, 1990, in Gyula Kozák et Adrienne Molnár, « Szuronyok hegyén nem lehet dolgozni ». Válogatás az 1956-os munkástanácsvezetők visszaemlékezéseiből (« A la pointe des baïonnettes on ne peut pas travailler ». Choix de témoignages des dirigeants de conseils ouvriers de 1956), Bp., 1993, p. 273.

6. Attila Szakolczay, *Az egész ország forradalma (La révolution du pays entier)*. Conférence, Bp., 23 octobre 1998.

7. Témoignage de Gyula Turbók, 1991, in « A la pointe des baïonnettes... », p. 197-198.

8. Témoignage de Tamás Lukács, 1992, *Ibid.*, p. 80.

9. Témoignage de Ferenc Tőke, « Ce que furent les Conseils ouvriers hongrois », in Jean-Jacques Marie et Balázs Nagy, *Pologne-Hongrie 1956. Textes choisis*, Paris, 1966, p. 245-246.



**Rudolf Földvári.** Ouvrier syndicaliste, mobilisé en 1942, fait prisonnier par les soviétiques en 1944 et libéré en 1945, il adhère au parti et accède à des fonctions importantes. En mars 1953, il fait partie de la délégation qui se rend à Moscou pour l'enterrement de Staline et participe aux entretiens des 13-16 juin suivant, avant de rejoindre le camp d'Imre Nagy. Mis à l'écart par Rákosi en 1954, il sera un des animateurs du conseil ouvrier à Miskolc. Arrêté et déporté le 5 novembre, il sera ramené le 17 par les Soviétiques, qui lui demandent d'obtenir l'adhésion des ouvriers de son département au gouvernement de Kádár. Ce qu'il refuse. Arrêté en mai 1957 et condamné à la prison à vie, il sera libéré en 1961. Il gagne ensuite sa vie comme ouvrier mécanicien et traducteur.



**Gergely Pongráz** est un des 9 enfants d'une famille d'origine arménienne. D'après ses *Souvenirs*, « le 23 octobre 1956 fut la guerre privée de la famille Pongráz », dont 5 frères ont effectivement participé à l'insurrection. Gergely s'est imposé comme l'un des chefs du groupe du passage Korvin, groupe très efficace contre les blindés soviétiques, mais aussi très divisé par des rivalités. Les frères Pongráz réussirent à s'enfuir aux USA. En 1959, Gergely épouse une Espagnole et s'installe à Madrid. Lors d'une fête commémorative tenue à l'Alcazar de Tolède, il cherche à démontrer la « communauté spirituelle » des insurgés hongrois de 1956 et des défenseurs franquistes de l'Alcazar...



**István Angyal.** Né en 1928 dans une famille juive modeste et déporté avec sa mère et sa sœur à Auschwitz, il survit au camp et devient sympathisant communiste après son retour, sans jamais adhérer au parti. Après 2 ans d'études, il est exclu de l'université et apprend un métier du bâtiment. Devenu chef de chantier, il sera distingué comme ouvrier stakhanoviste. Dès le 23 octobre 1956, il est de toutes les actions politiques et les insurgés du IX<sup>e</sup> arrondissement le reconnaissent comme leur chef. Il négocie avec Imre Nagy et Kádár, qu'il rencontre plusieurs fois pour organiser la défense du régime social contre les restaurations tant capitaliste que stalinienne. Le 7 novembre, aux environs de son QG sis au 36 rue des Pompiers, il impose le drapeau rouge à côté du tricolore et cherche constamment le contact avec les soldats soviétiques. Après son arrestation, Kádár serait intervenu auprès des tribunaux pour le faire condamner à mort. La sentence est exécutée le 1<sup>er</sup> décembre 1958.



**László Nickelsburg** est né en 1924, dans une famille juive modeste. Son père fut membre de l'Armée rouge hongroise en 1919 et mourut tôt, à la suite de son emprisonnement. Sa mère et ses trois sœurs seront assassinées à Auschwitz. Mobilisé pour le travail forcé en 1944, László parvient à s'évader. Membre du syndicat des métaux, il participe à diverses actions contre la guerre. En 1945, il adhère au parti et, comme ouvrier, il sera distingué plusieurs fois. En octobre 1956, il devient un des chefs des combattants du quartier de la gare de l'Est et s'oppose à ce que d'anciens officiers horthystes commandent la Garde nationale. Arrêté le 11 février 1957 et condamné à mort le 15 juillet 1961, il est exécuté le 26 août suivant.

●●● tuelle du maintien « pacifique » de l'ordre. On a vu cela dès le soir du 23 octobre devant la Maison de la radio à Budapest). Alors que les morts et les blessés jonchent la chaussée, les manifestants envahissent le bâtiment ; six officiers qui n'ont pas réussi à s'enfuir sont traînés dans la rue et massacrés de façon atroce. Le lieutenant-colonel Gyula Gáti, d'origine juive, est baigné dans le sang d'un cheval tué dans la mêlée, avant d'être pendu sur le monument aux morts soviétique, déjà fortement endommagé. Un passant, Louis Freimann, qui s'indigne devant la bestialité des lyncheurs et que la foule reconnaît comme juif, est lui aussi battu à mort et pendu à côté de Gáti.

Le lendemain, la foule se regroupe à nouveau devant le bâtiment du Conseil général, où siègent maintenant le conseil ouvrier et le « parlement » des étudiants. C'est là qu'ont été enfermés la nuit trois officiers de l'AVH pour être protégés de la fureur populaire. La masse, suspectant le conseil d'être en accointance avec « les communistes », pénètre dans le bâtiment malgré l'appel des membres du conseil ouvrier et d'un étudiant. À l'étage, l'un des policiers, Gyula Antal, réputé pour son agressivité et censé avoir ordonné le massacre, est poussé jusqu'au balcon et basculé dans le vide, la foule se refermant sur son corps.

« Mes nerfs ont craqué et j'ai eu une crise de larmes, se souvient Miklós Papp. Je me rappelle aussi qu'un de mes collègues a hurlé en pleurant devant la foule pour arrêter celle-ci. [...] Évidemment, l'horreur aurait pu être évitée si l'AVH du département n'avait pas fait tirer sur la foule. [...] L'affaire Antal m'a fortement secoué, ajoute ce témoin. Quelque chose s'est brisé en moi [...] et je ne me sentais plus le même dirigeant qu'auparavant. »

À l'origine de son découragement, il y avait aussi le fait que Rudolf Földvári, revenu avec la délégation le 27 octobre, met en place aussitôt un autre conseil ouvrier, peut-être pour ne pas être marqué par le sang qui venait d'être versé. Selon M. Papp : « Le même jour (le 27), la délégation revint de Budapest et la nouvelle se répandit que ses membres cherchaient à créer une organisation révisionniste, avec en tête Földvári. Ils ne vinrent pas nous voir nous, le conseil

ouvrier déjà existant, mais se rendirent à la DIMAVAG pour élire, dans le style d'un putsch, un autre conseil ouvrier départemental. Notre légitimité, personne ne pouvait la mettre en doute, puisque nous avions été élus à l'université par deux cent mille hommes<sup>10</sup>. »

## L'ACTION DES CONSEILS

Tout ce qui précède voudrait rendre palpable la densité des événements et le caractère souvent dramatique du contexte dans lequel les ouvriers hongrois devaient s'organiser et agir. Or, si « dans l'affrontement des forces sociales le rôle décisif appartenait aux travailleurs dirigés par les conseils ouvriers, tant pendant la révolution qu'au cours de la résistance qui a suivi l'occupation soviétique<sup>11</sup> », la radio et les journaux ne parlaient qu'accidentellement des conseils et, par la suite, ceux-ci sont traités en parent pauvre dans la masse des publications qui portent sur 1956. Aujourd'hui encore, et sous bénéfice d'inventaire, il n'existe pas de synthèse qui exposerait pour l'ensemble du pays ce que furent les

conseils : élection, composition, objectifs, activités, etc. Et pendant les événements, ce n'était pas de la Voix d'Amérique ni de la Radio Europe-Libre qu'il fallait attendre des informations et des appels en faveur des conseils ouvriers hongrois.

Ces organes étaient alors tout occupés à promouvoir la personne du cardinal Mindszenty, qui, au demeurant, trois jours après sa libération (une véritable mise en scène) ne savait pas encore qui était Imre Nagy, et dont le discours a provoqué cette réaction exaspérée de l'écrivain Gyula Illyés : « Décidément, nous sommes une nation maudite ! »...

Dans l'ensemble, jusqu'au 4 novembre, date de la deuxième intervention soviétique, les conseils ont été élus deux fois : pendant les combats, puis début novembre, quand les ouvriers étaient plus nombreux à se présenter dans les ateliers. Les conseils autoproclamés sont assez fréquents et, en raison des rivalités et des contestations, il arrive que le choix ne soit définitif qu'au bout de la cinquième élection.

Le rapport avec les syndicats se trouve très tôt dans l'impasse, malgré la répartition théorique des tâches et la démission des anciennes directions. « Dans les

usines, tout le pouvoir appartenait aux conseils ouvriers, les syndicats n'ont pratiquement pas joué de rôle dans la révolution. Sans aucune instruction centrale, les conseils ont trouvé eux-mêmes ce qu'ils devaient faire. Ils ont écarté les dirigeants incompetents, restitué ou détruit les dossiers individuels, supprimé la division du personnel et le service de police, interdit l'activité des partis dans les usines ; ils ont pris en charge le secours des travailleurs, leur ravitaillement et leurs problèmes quotidiens sur le lieu du travail<sup>12</sup>. » Par exemple, dans les 276 usines relevant du ministère de l'Industrie sidérurgique et des Constructions mécaniques, 68 directeurs ont été démissionnés, 6 dans les 18 unités industrielles de Csepel et 21 dans les 63 usines du X<sup>e</sup> arrondissement de Budapest. Plus que l'appartenance ou non au parti communiste, le choix des nouveaux directeurs et le maintien des anciens se faisaient d'après « la qualité humaine, la compétence et l'honnêteté<sup>13</sup> ».

Dans les grands centres comme Miskolc et Csepel (mais il y en avait bien d'autres et notamment dans les régions minières : Pécs, Tatabánya, Salgótarján, etc.), les conseils à peine élus sont littéralement débordés, tant la population attend d'eux des réponses à des questions d'ordre à la fois pratique et politique.

À Miskolc, Gyula Turbók parle d'un flot incessant de solliciteurs : « Les gens venaient de toutes parts. La DIMAVAG jouissait d'un prestige inouï dans la ville et dans tout le département de Borsod [...] Les hommes attendaient que quelqu'un dirige. Il n'y avait plus de direction, ni d'organismes départementaux ni locaux [...] et puisque le conseil ouvrier de la DIMAVAG était devenu une notion dans le département et même dans toute la Hongrie du Nord, les gens venaient l'interroger pour savoir si telle ou telle de leurs actions était juste. Et il fallait prendre position [...] »<sup>14</sup>.

À Csepel, Elek Nagy évoque exactement la même ambiance : « Pendant ces journées, nous étions tout le temps en réunion. Dans le même temps, d'autres conseils ouvriers venaient nous rendre visite : ceux de Ujpest, de Ganz-MAVAG, de Klement-Gottwald, de la fabrique de vêtements de lin et de l'usine pharmaceutique Biogal de Debrecen. Les délégations arrivaient en masse pour savoir ce qui se passait et chacun attendait de nous la réponse [...] Nos forces étaient

éparpillées, et nous ne savions pas non plus tellement que faire, bien qu'à ce moment déjà nous travaillions avec beaucoup d'application pour que le conseil ouvrier de Grand-Budapest fût constitué<sup>15</sup>. »

Autant dire que l'action des conseils s'inscrit dans leur volonté de parvenir à une structure centralisée et de définir les fondements du pouvoir ouvrier. Dès leur naissance, ils tendent vers l'unification par leurs délégués, qui forment des conseils à la fois selon les branches d'activité et, au plan territorial, à l'échelon de la ville et du département.

Le 31 octobre est une date très significative. Ce jour-là se réunit en effet à Budapest un « parlement des conseils ouvriers » accueillant les délégués de 24 grandes usines, qui adopte en 9 points « Les principes fondamentaux des droits et du fonctionnement des conseils ouvriers ». Il est confirmé que l'usine est la propriété des ouvriers et que le directeur, élu par le conseil, est responsable devant lui. Le texte prévoit le règlement des litiges au sein de l'entreprise, l'approbation des bilans, la gestion des affaires sociales et précise les droits que le conseil ouvrier se réserve dans la sphère de la production : il approuve tous les projets de l'entreprise, décide de la grille des salaires, de la conclusion de tous les contrats avec l'étranger et de la réalisation des affaires de crédit<sup>16</sup>.

Il est donc tout à fait clair que l'idée d'un conseil ouvrier central s'est imposée dès le début spontanément, par la force des choses, et que la question posée par l'exercice du droit de propriété a porté aussi spontanément les conseils sur le terrain politique. Ces débats apparaissent dans toute leur importance et dominent les événements qui suivent l'écrasement de l'insurrection<sup>17</sup>.

## LE 4 NOVEMBRE 1956

Après la deuxième intervention soviétique (par rapport à laquelle la première ne fut qu'une démonstration de force, marquée par des scènes de fraternisation), on est en présence de trois pouvoirs : une armée de deux cent mille soldats

qui poursuit la liquidation des poches de résistance, mais sans parvenir vraiment à pacifier le pays ; le gouvernement, ou plutôt le nouveau parti communiste (MSZMP, Parti ouvrier socialiste hongrois), dont les pouvoirs ne dépassent pas les murs du Parlement où ses dirigeants sont installés (Kádár, Apró, Kossa, Münnich, Marosán, Rónai) ; la classe ouvrière : « La majorité écrasante du peuple était derrière les conseils ouvriers ; la force de ceux-ci était dans l'union<sup>18</sup>. » Et dans la grève, qui allait s'avérer une arme plus puissante que les bouteilles incendiaires.

La grève a démarré, à la suite d'appels sporadiques et du fait qu'il n'y avait plus de moyen de transport, dès la nuit du 23 octobre. Ensuite, les conseils ouvriers la proclament « officiellement », au fur et à mesure de leur apparition. Jusqu'au 28, le gouvernement d'Imre Nagy satisfait toutes les revendications, sauf le départ des troupes soviétiques. Le 1<sup>er</sup> novembre, à 14 heures, les délégués de toutes les usines de Budapest (de 600 à 800 hommes) se réunissent à la Maison du syndicat des métallos et adoptent la résolution selon laquelle les travailleurs, à l'exception de quelques secteurs vitaux, ●●●

10. « À la pointe des baïonnettes... », p. 215-216. Le public en question était estimé entre 60 et 200 000.

11. István Kemény et Bill Lomax, *Magyar munkástanácsok 1956-ban. Dokumentumok (Conseil ouvrier hongrois en 1956. Documents)*, Paris, 1986, p. 9.

12. László Gyurkó, 1956, Bp., 1996, p. 282-283.

13. Dans les diverses institutions : ministères, armée, police, universités, etc., les comités révolutionnaires ou comités nationaux de ces lieux ont procédé de la même façon.

14. « À la pointe des baïonnettes... », p. 199-200. Balázs Nagy, ancien secrétaire du Cercle Petöfi, rappelle également que « c'est le conseil ouvrier qui a dirigé la vie politique, économique et administrative de toute la région industrielle du département de Borsod ». A Nagybudapesti Központi Munkástanács megalakulása (La formation du Conseil Central Ouvrier de Budapest), Bp., Múltunk (Notre Passé), 1996, n° 3, p. 6. Réédition en Hongrie d'une étude publiée en 1961 à Bruxelles par l'Institut Imre Nagy et à Paris par Correspondances socialistes.

15. « À la pointe des baïonnettes... », p. 22.

16. I. Kemény et B. Lomax, *op. cit.*, p. 8-9. B. Nagy, *op. cit.*, p. 7.

17. F. Töke, *op. cit.*, p. 248-249.

18. L. Gyurkó, *op. cit.*, p. 477.



▲ Les combattants sont souvent très jeunes, portés par l'aventure et l'excitation procurée par les armes.  
▼ Scène de fraternisation dans les rues de Budapest, début novembre 1956.



●●● ne reprendront pas le travail tant que le dernier soldat russe n'aura pas quitté le pays. « *La salle était pleine à craquer, les esprits chauffés à blanc* », se souvient Elek Nagy, principal représentant de Csepel.

C'est lui qui conduira une délégation de 16 membres au Parlement. Ils y rencontrent un Imre Nagy extrêmement fatigué, qui leur parle de son impuissance devant la présence russe et qui demande, malgré tout, la reprise du travail : la légitimité de son gouvernement en dépend, « *Le destin du pays dépend de vous* », dit-il aux délégués<sup>19</sup>. Après un long et pénible silence, Elek Nagy dit à ses camarades qu'il faudra reprendre le travail. La décision est annoncée le soir même à la radio et sera relue plusieurs fois au cours de la nuit. Les délégués redoutent les réactions dans les usines, mais les ouvriers acceptent finalement les arguments rapportés et la reprise du travail est décidée pour le lundi 5 novembre.

Cette évolution est interrompue par l'arrivée brutale des chars russes le matin du dimanche 4 novembre. On ne peut pas relater ici les épisodes de la résistance ni les destructions aveugles opérées par une force militaire propre à écraser des dizaines d'insurrections. Csepel notamment, rejoint par une unité de la DCA hongroise, tiendra jusqu'au 11 novembre.

## LE GOUVERNEMENT KÁDÁR

János Kádár, qui faisait partie du gouvernement d'Imre Nagy (réfugié maintenant, avec les siens, à l'ambassade de Yougoslavie) et qui s'est éclipsé le soir du 1<sup>er</sup> novembre pour revenir dans les fourgons de Moscou et annoncer la for-

mation d'un nouveau gouvernement, est confronté au même problème que son prédécesseur, qu'il vient de trahir : la source de la légitimité est bien la classe ouvrière, et la réalité du pouvoir reste entre les mains de ses conseils.

« *Pratiquement, le gouvernement Kádár ne pouvait rien faire. Il était paralysé par le peuple [...] Il ne disposait guère d'administration. Ses décrets et ses décisions étaient publiés mais personne ne les faisait appliquer. Dès le premier jour de l'intervention, Kádár et son équipe ne pouvaient s'appuyer, que ce soit dans le domaine politique, militaire ou administratif, que sur l'armée soviétique. L'organisation de celle-ci fit également office d'administration gouvernementale. Ainsi, ce fut le général Grebennik, commandant de la ville de Budapest, qui organisa la vie de la capitale*<sup>20</sup>. »

Kádár était un fieffé traître, non seulement pour les révolutionnaires, mais aussi pour les staliniens purs et durs<sup>21</sup> : n'a-t-il pas marché avec Imre Nagy jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre ? N'a-t-il pas reconnu le multipartisme et les conseils ouvriers ? N'a-t-il pas serré les mains des insurgés, voté l'abandon du pacte de Varsovie et la déclaration de neutralité ? Autant dire que Kádár subit une pression politique énorme de la part de Moscou, qui peut ramener à chaque instant Rákosi et son équipe si l'ordre intérieur n'est pas consolidé. Et les risques pour lui et les siens sont de taille. Lui-même ainsi que Marosán et Kállai viennent de sortir de prison, Károly Kiss et Ferenc Münnich ont approuvé la dissolution de l'AVH et du MDP (ancien PCH), Béla Biszku a lorgné vers Imre Nagy, Lajos Fehér a

accepté la rédaction du *Népszabadság* révolutionnaire, Jenő Foch et Sándor Gáspár ont soustrait les syndicats magyars de la direction moscovite, István Kossa a désapprouvé la présence de Gerő à la tête du parti, etc.

Tout en s'organisant comme parti, cette équipe publie à partir du 13 novembre plusieurs décrets visant à exclure les conseils ouvriers de la sphère politique pour les réduire à des fonctions socio-économiques, dans les limites des textes en vigueur depuis 1950 ! Leur droit d'élire les directeurs d'usine n'est pas reconnu et l'on veut par tous les moyens écarter les dirigeants ouvriers élus et récalcitrants. Les frictions avec l'armée, les rafles, les intimidations et les transferts des personnes arrêtées en URSS deviennent monnaie courante.

Malgré cette situation, les conseils, par le truchement des élections, continuent à évincer les éléments qui n'ont pas leur confiance et interdisent l'implantation des cellules du MSZMP (parti de Kádár) dans les usines. Mais dans le même temps, ils ne peuvent pas oublier le fait accompli de l'occupation militaire ni le danger du rétablissement possible du régime policier antérieur. C'est dans cet esprit qu'István Bibó, membre du gouvernement Nagy resté seul au Parlement le 4 novembre, a rédigé le surlendemain un projet de compromis qui permettrait de conserver les acquis principaux de la révolution, tout en apportant des assurances à l'Union Soviétique. En particulier, le retrait éventuel de la Hongrie du pacte de Varsovie serait suivi d'un accord bilatéral.

Ce texte sera fréquemment évoqué tant par les intellectuels, dont les différents

comités restent encore très actifs, que par les conseils ouvriers. De fait, ne pouvant pas envisager une confrontation armée, qui ne ferait qu'aggraver le bilan de l'insurrection, et comprenant que la classe ouvrière détient par la grève générale la clef d'une solution politique, les dirigeants les plus lucides cherchent à créer une situation où ils pourraient réaliser le compromis en position de force.

Dès le 8 novembre, les conseils s'animent dans plusieurs quartiers de Budapest. Le 12, ceux du XI<sup>e</sup> arrondissement parviennent à organiser une réunion commune, où l'on reconnaît le rôle de Sándor Bali, président du conseil ouvrier de l'usine Beloïannis (anciennement Standard). Le texte qu'ils adoptent est un programme politique en huit points : ils réaffirment que la terre et les usines appartiennent aux travailleurs, exigent l'élargissement de la gestion ouvrière et l'organisation d'élections libres, « *pour les partis uniquement qui reconnaissent les conquêtes socialistes fondées sur la propriété sociale des moyens de production* ». Enfin, les conseils sont prêts à reconnaître le gouvernement Kádár sous trois conditions : libération d'Imre Nagy et des révolutionnaires arrêtés, armistice immédiat, retrait des troupes soviétiques.

## UN CONSEIL CENTRAL À BUDAPEST

Le 12 novembre encore, et indépendamment de la réunion précitée, les anciens conseillers municipaux staliniens d'Ujpest se retrouvent à leur mairie avec les membres des conseils ouvriers révolutionnaires des centres industriels les plus actifs, situés dans trois secteurs géographiques de la capitale : Ujpest et le XIII<sup>e</sup> arrondissement limitrophe (usines Egyesült Izzó, Láng, Magyar Acél), XI<sup>e</sup> arrondissement (Beloïannis et Magyar Optikai Művek) et Csepel (métallurgie et raffineries d'huiles végétales). Bien que les chars soviétiques stationnent devant l'immeuble, la rencontre peut avoir lieu. Elle tourne court cependant, et après des altercations, les délégués ouvriers quittent la salle pour se réunir dans un autre local. C'est là qu'ils décident de lancer un appel en vue de la création d'un conseil ouvrier central : « *Maintenant encore, disent les rédacteurs, le peuple hongrois et, peut-être en premier lieu, les ouvriers de Budapest, peuvent déterminer le cours ultérieur de la révolution*<sup>22</sup>. »

L'appel s'adresse à toutes les usines de Budapest pour que, le lendemain à 13 heures, elles envoient leurs délégués à la mairie d'Ujpest. Or dans la nuit, les miliciens de Kádár aidés par l'occupant arrêtent plusieurs dirigeants ouvriers d'Ujpest, et les chars interdisent l'accès de la mairie aux délégués. Ceux-ci vont alors à l'usine Egyesült Izzó (anciennement Tungsgram, qui fabrique surtout des ampoules électriques) et décident de remettre pour le jour suivant la réunion annoncée. C'est donc dans cette usine du XIII<sup>e</sup> arrondissement que naîtra le Conseil ouvrier central de Grand-Budapest (CCO).

« *Cela se passait le 14 novembre, à 16 heures*, raconte F. Töke. *Tous les délégués reconnaissent la nécessité de créer un Conseil central ouvrier [...] Il y avait également des délégués de province : de Győr, de Miskolc qui venaient pour discuter de l'unification de nos efforts.* » (p. 251). Il y avait environ 40-50 délégués, pour la plupart des anciens du mouvement ouvrier, et aussi des plus jeunes, ceux notamment qui ont suivi des cours du soir pour devenir ingénieurs. Avec les ouvriers venus spontanément, il pouvait y avoir 400-500 personnes réunies au foyer culturel de l'usine, en sorte que « *cette salle, grande comme un théâtre, était déjà archipleine* ».

Parmi les délégués, Sándor Bali rapporte le résultat de l'entretien avec Kádár, auquel il vient de participer. Il défend l'idée qu'on poursuive les discussions avec le gouvernement, sans le reconnaître politiquement. C'est que la population n'a plus de réserve et, en tout cas, les conseils ne peuvent agir qu'en restant en contact permanent avec les ouvriers dans les usines. Il propose d'offrir à Kádár la reprise du travail pour le lundi 19 novembre.

Le 15 novembre, qui serait la véritable date de fondation du Conseil central, 500 délégués viennent se réunir au siège de la BESZKART (équivalent de la RATP), rue Akácfa. Un jeune ouvrier, Sándor Rác, ouvrier de l'usine Beloïannis et considéré comme disciple politique de Sándor Bali, est élu président. Il dirige les débats comme un vieux militant expérimenté, et acquiert en quelques minutes une grande autorité.

Le 16 novembre, à la radio, Rác donne lecture de l'appel à la reprise du travail, qui sera effective le 19, malgré divers incidents et mécontentements. Or, loin d'abandonner la cause de la grève générale, les dirigeants ouvriers considèrent que l'étape suivante doit être la création d'un Conseil central national. Kádár et ses collègues soupçonnent là un contre-gouvernement et vont réagir avec fureur. Un refus aussi catégorique est opposé à l'initiative du CCO de se doter d'un journal indépendant. « *Nous avons besoin d'un journal et non des communiqués radiodiffusés et contrôlés par eux*, raconte F. Töke. *Nous avons donc pris la décision d'organiser, sous la direction de Sebestyén, une commission de presse [...] Nous étions sur le point de sortir un journal*

**Ils réaffirment que la terre et les usines appartiennent aux travailleurs, exigent l'élargissement de la gestion ouvrière et l'organisation d'élections libres.**

*intitulé Munkásújság (Gazette ouvrière) qui fut saisi à l'imprimerie. Le numéro confisqué contenait des détails précis sur les négociations [...], et certaines déclarations, fidèlement retranscrites, des dirigeants au cours des négociations, tels [les] mots de Kádár fort désinvoltes tant à l'égard de notre conseil que du peuple hongrois tout entier [...]. » (p. 261-262). On diffusera néanmoins une feuille ronéotypée qui, passée de main en main, sera « *le journal le plus lu de Budapest* ».*

En organisant ses activités, le CCO crée sept commissions, dont les chefs sont en même temps vice-présidents du Conseil. Outre Sándor Rác (23 ans), président, ce sont : György Kalocsay, ingénieur chimiste de 32 ans, délégué du conseil des raffineries d'huiles végétales de Csepel ; István Babay, technicien de 42 ans de la BESZKART, secrétaire du CCO ; Sándor Karsai, 26 ans, ancien mécanicien devenu ingénieur, délégué de la fabrique de radiateurs de Kőbánya (X<sup>e</sup> arr.) ; Miklós Sebestyén, 26 ans, délégué de la régie d'optique hongroise, responsable de la presse du CCO ; Ferenc Töke, ●●●



**Sándor Rác**, ouvrier outilleur, élu premier dirigeant des conseils ouvriers, a négocié plusieurs fois avec Kádár et les Soviétiques. Arrêté le 11 décembre 1956 et condamné à la prison à vie, il bénéficie d'une mesure d'amnistie en 1963.



**Sándor Bali** est d'une famille de journaliers de 12 enfants. Après 6 ans d'école, il travaille comme domestique agricole. Mobilisé en 1944, il rentre en 1945 et adhère au parti en 1946. Devenu un des meilleurs outilleurs du pays, il reçoit de nombreuses distinctions. Considéré comme un des « penseurs politiques » des conseils ouvriers, il est arrêté plusieurs fois. En 1958, il est condamné à 12 ans de prison. Il est libéré en 1963, mais garde des traces de son emprisonnement et meurt en 1981.

**Elek Nagy**, fils d'un garde forestier et d'une domestique, mobilisé en 1944, grièvement blessé, il adhère au Parti communiste en décembre 1945. Il passe le bac, devient très actif dans le mouvement de jeunesse et, appelé au service militaire, fait une brillante carrière dans l'armée : après des études dans une école militaire prestigieuse de l'URSS, il est, à 25 ans, le plus jeune général de la Hongrie et occupe un poste élevé au ministère de la Défense, avec voiture et secrétariat particuliers. En 1952, il est arrêté par erreur et détenu pendant quelques semaines. Cette affaire lui ouvre les yeux sur les procès politiques des années précédentes et, malgré les excuses de la police politique, il quitte l'armée et le parti. Devenu simple ouvrier à Csepel, il apprend le métier de tourneur sur métaux et finit par devenir le porte-parole de ses camarades. Malmené, jugé après la défaite des conseils, il sera condamné à 12 ans de prison et libéré en 1963 par une mesure d'amnistie.

●●● ouvrier de 26 ans, délégué du XIV<sup>e</sup> arr. et de la fabrique de TSF; Sándor Bali, ouvrier de 33 ans, délégué du XI<sup>e</sup> arr. et de l'usine Beloiannis.

Faute de temps, le CCO n'a pu qu'esquisser ses projets sur la réorganisation du pays. Il était admis que le pouvoir économique et l'organisation de la production appartenaient aux conseils ouvriers; il restait à définir leurs rapports avec les partis et les syndicats, et à mettre en place les institutions qui auraient pu assurer le concours de ces différentes forces à la législation et à la direction de l'État.

## DIALOGUES DE SOURDS

Le CCO va s'épuiser dans des pourparlers interminables avec le gouvernement, qui entreprend d'user ses forces. « Nos délégués se trouvaient dès le matin à l'usine, l'après-midi ils se réunissaient dans les locaux de la rue Akácfa, et c'est vers 8 heures du soir qu'ils étaient convoqués au Parlement, raconte F. Tóke. Là, on les faisait attendre une heure ou davantage dans une grande salle; et pendant qu'ils faisaient antichambre, des « camarades » bien vêtus, soignés de leur personne [...] venaient leur tenir compagnie. [...] Vers 10 ou 11 heures du soir [...] paraissaient enfin les membres du gouvernement chargés de recevoir la délégation, Kádár, Marosán, Apró ou Kossa. Ils savaient d'avance ce que les délégués voulaient, puisqu'ils venaient d'en être avertis par leurs émissaires. Sans laisser à la délégation le temps de parler, ils attaquaient. Kádár et Marosán surtout se montraient grossiers. [...] »

« Chaque fois que la délégation arrivait au Parlement, on prenait le nom de chacun de ses membres, et dès le lendemain on savait tout sur leur compte. Quand le ministre choisissait un ouvrier comme tête de Turc, il prétendait que son manque de culture le rendait inapte à la mission qu'il remplissait. Quand il tombait d'aventure sur un ingénieur, il lui reprochait de ne pas être un ouvrier. » (p. 255).

**Tanácsköztársaságot!  
Minden hatalmat a munkástanácsoknak!**

République des conseils!  
Tout le pouvoir aux conseils ouvriers!

Dans ses mémoires, Marosán parle avec mépris de Sándor Rácz et confirme le caractère orageux des entretiens. Il reconnaît aussi que l'ambiance n'était pas au beau fixe parmi les siens: « La situation fut aggravée par le fait, sans précédent, que les communistes se dévoraient haineusement les uns les autres, chacun piétinant l'honneur de son camarade », écrit-il<sup>23</sup>.

Après la reprise du travail, le CCO prit également contact avec le commandement soviétique. Sa démarche notamment en faveur de certains disparus fut efficace, car « deux ou trois jours plus tard les détenus furent libérés ». Le général Grebennik reçut en personne la délégation et accepta son invitation pour la réunion constitutive du Conseil ouvrier national, qui devait avoir lieu le 21 novembre. Mais le général ne viendra pas seul.

« Dès six heures du matin, les organisateurs étaient sur les lieux, rapporte Tóke dans son témoignage. [...] À 8 heures précises commença un formidable défilé militaire soviétique. En fin de compte, Grebennik avait accepté l'invitation, mais il se faisait représenter à sa façon, par un échantillonnage complet de toutes les armes de sa garnison. Il y avait peut-être quatre cents blindés, des tanks prêts à tirer, de l'artillerie tractée, des soldats mitrailleuse au poing. Le Palais des sports fut cerné en un instant et toutes les rues adjacentes barrées. » (p. 257).

Le siège provisoire de la rue Akácfa est lui aussi envahi par les soldats, mais là, la discussion finit par s'engager avec l'autorité militaire. Celle-ci assiste aux débats entre le CCO et les délégués des provinces (les mineurs de Salgótarján, de Pécs et de Tatabánya étant particulièrement remontés contre Budapest à cause de l'appel à la reprise du travail), qu'on décide de relier désormais à la capitale par des agents de liaison. « Ainsi, note F. Tóke, bien que notre organisme conservât jusqu'au bout le nom de Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, un conseil national fut tout de même créé dans la pratique, et de façon illégale. » (p. 259). D'ailleurs, peu de temps après, Grebennik sera démis de ses fonctions, probablement « à cause de l'entente qui fut créée entre le Conseil central et le haut commandement soviétique. » (p. 265).

Des négociations directes entre conseils ouvriers et commandements soviétiques locaux eurent lieu un peu partout dans le pays, et les tribulations de Khrouchtchev sont tout à fait révélatrices des incerti-

tudes de Moscou devant les développements de la révolution hongroise.

À Csepel, la tristesse et l'exaspération succédèrent aux combats qui ont laissé une grande désolation. Le 15 novembre, un groupe d'ouvriers conduit par Elek Nagy parvint à rencontrer un général soviétique pour discuter de l'avenir des conseils. Ce militaire, visiblement un responsable politique, expliqua que la Hongrie se trouvait devant un triple choix: la voie moscovite pratiquée jusque-là et que l'URSS souhaiterait voir poursuivre, sachant que cela était impossible à la suite des « erreurs » de Rákosi; la voie yougoslave des conseils ouvriers, semée d'embûches et d'incertitudes, que les Soviétiques ne combattraient pas mais ne soutiendraient pas non plus; la troisième voie serait celle de la restauration capitaliste, que l'URSS empêcherait par le fer et le feu<sup>24</sup>.

Après l'élection d'un Conseil ouvrier central provisoire de la métallurgie de Csepel et la légalisation par le gouvernement de tous les conseils le 20 novembre, les conflits et les entretiens avec Kádár et les Russes se poursuivent. Le 29 novembre est mis en place le Conseil ouvrier central définitif à Csepel, avec comme président Elek Nagy. Le conflit reste vif autour de la nomination des directeurs et l'installation des cellules du MSZMP, le parti de Kádár. Trente mille ouvriers de l'île votent contre.

Cependant, le Conseil central de Csepel a une autre appréciation de la situation que celui du Grand-Budapest, et il ne reconnaît pas ce dernier comme son organe directeur. On pense aussi qu'il y a trop d'éléments impulsifs dans l'action du CCO et que son président est, malgré tout, trop jeune pour diriger une structure nationale. Pour l'essentiel, Elek Nagy et les siens veulent être plus « réalistes »: la révolution a été battue; s'il n'y avait pas l'équipe de Kádár, les Russes ramèneraient celle de Rákosi; pour maintenir les conseils et prévenir les arrestations, « il ne faut pas chautouiller les moustaches du lion ».

Début décembre, diverses interventions au Comité central provisoire du MSZMP donnent une bonne idée des rapports de force et aussi des intentions (inavouées) du gouvernement. Kádár: « Aujourd'hui, c'est le conseil ouvrier qui est le pouvoir politique le plus important »; Nógrádi: « La majorité des ouvriers les écoutent. Nous ne sommes pas entendus suffisam-

ment, ni les syndicats »; Friss: « Aujourd'hui encore, la majorité des ouvriers n'est pas derrière le parti et le syndicat, mais derrière les conseils ouvriers »; J. Sándor: « Tant que le parti et le gouvernement n'arrivent pas à créer une base sociale suffisante, il faut faire de la politique avec le conseil ouvrier de Budapest<sup>25</sup> ».

Constatant le retour en force des hommes de Rákosi-Gerő et pour protester contre les arrestations des membres des conseils ouvriers et l'interdiction de plus en plus fréquente de leurs réunions, le CCO lance le 6 décembre un mémorandum appelant le gouvernement à une réunion commune de clarification. Devant l'échec de cet appel, il convoque pour le samedi 8 décembre une séance clandestine, où sont également présents de nombreux délégués de province. Les revendications sont résumées par Sándor Karsai, délégué du X<sup>e</sup> arr.: l'organisation sociale doit être fondée sur les conseils ouvriers et paysans; il faut armer les ouvriers et mettre fin aux arrestations; le gouvernement doit fixer une date pour le retrait des troupes soviétiques; il faut rétablir le multipartisme et organiser des élections libres.

Les diverses interventions qui suivent traduisent l'exaspération de la classe ouvrière: « Il faut couper le gaz, l'électricité, qu'il n'y ait plus rien; Si nous disons grève, grève jusqu'au printemps ou jusqu'à la fin de notre vie, même si je crève de faim, je continuerai; Si le sang doit être versé, il le sera; Peut-être n'atteindrons-nous pas notre but, mais nous exprimerons ensemble la flamme révolutionnaire et la conscience ouvrière<sup>26</sup>. »

La grève générale est décidée (par 200 délégués contre un) quand arrive la nouvelle de Salgótarján: la milice de Kádár et les soldats russes ont tiré sur les mineurs qui manifestaient pour exiger la mise en liberté de leurs camarades. Il y a eu 50 morts et 150 blessés. La grève générale de 48 heures lancée pour les 11-12 décembre sera un mouvement de protestation.

Le gouvernement passe alors à l'offensive: il met hors la loi les conseils ouvriers, y compris le CCO, décrète les internements et la création de tribunaux d'exception, interdit tout rassemblement et nomme dans la poste et les chemins de fer des commandants militaires. À Miskolc et à Eger notamment, les salves font de nombreux morts. À Budapest, Rácz et Bali sont arrêtés au Parlement même, où ils ont été invités pour négocier.



Manifestants à Budapest, automne 1956.

Les derniers combats politiques seront livrés à Csepel, mais Elek Nagy, craignant l'effusion de sang, refuse d'appeler les ouvriers et le pays à la résistance. Après le 5 janvier, quand un nouveau décret étend la peine de mort à tous ceux qui appelleraient à la grève, le Conseil ouvrier des usines métallurgiques annonce sa démission par un communiqué (8 janvier): « Ne pouvant pas réaliser les vœux des travailleurs dans la situation actuelle et ne voulant pas berner nos camarades, nous remettons notre mandat entre les mains des travailleurs. »

Le 10 janvier, le Conseil central de Csepel démissionne à son tour: 867 délégués des 18 unités de production rendent leurs mandats aux ouvriers qui les ont élus. Ces derniers ripostent par des

grèves et des manifestations, que les blindés noient dans le sang. Le même jour (11 janvier) sont arrêtés Elek Nagy et ses camarades. Malgré une certaine activité clandestine du CCO et des grèves sporadiques qui auront encore lieu en 1957, Kádár va consolider son régime en procédant à une répression féroce et en s'appuyant dans les usines sur le syndicat officiel, que contrôle directement le MSZMP, nouvelle mouture de l'ancien parti stalinien. ■

Julien PAPP

23. Gy. Marosán, *A tanúk még élnek (Les témoins sont encore vivants)*, Bp., 1989, p. 146-148.

24. « À la pointe des baïonnettes... », p. 31.

25. Cité par L. Gyurkó, *op. cit.*, p. 485.

26. *Ibid.*, p. 487.